

APPEL AUX CITOYENS !

Journée internationale d'action - 18 avril 2015

Montpellier 14 h

La nation et le peuple pour mettre en échec le traité de libre-échange transatlantique Europe/Etats-Unis.

Depuis 2006, le Parlement européen – sensé défendre la souveraineté des citoyens et des peuples européens - n'a eu de cesse d'adopter pas moins d'une dizaine de résolutions visant à créer un grand marché transatlantique entre l'Europe et les Etats-Unis, baptisé TAFTA (Grand Marché Transatlantique).

L'objectif général de l'accord est quasi illimité puisqu'il « doit prévoir la libéralisation réciproque du commerce et de l'investissement des biens et des services, ainsi que les règles sur des matières ayant un rapport avec le commerce, avec un accent particulier sur l'élimination des obstacles réglementaires (plus de droits de douane). Accord allant au-delà des engagements actuels de l'OMC. L'accord s'imposera à tous les niveaux de gouvernement. »

Le modèle français de développement économique et social - déjà aujourd'hui de plus en plus remis en cause par l'ultra libéralisme des institutions de l'Union européenne - est-il voué à disparaître, absorbé dans les rapports marchands transatlantiques ? Mangerons-nous, demain, du poulet chloré, du bœuf aux hormones à notre insu ? Nos services publics doivent-ils disparaître ? L'exception française culturelle notre économie nationale seras-t' elle soumise aux rapports marchands et à la concurrence sans protections ni contrôle ? L'Etat-nation ne sera-t-il plus considéré dans les rapports juridiques que comme un simple particulier (procédures d'arbitrage, dilution du droit administratif dans le droit privé des contrats). Le droit du travail sera-t-il dilué dans le droit civil des contrats ? Le peuple français ne maîtrisera-t-il plus son destin ?

Le 14 juin 2013, la Commission européenne a obtenu mandat de la part de tous les États membres pour négocier avec les États-Unis le Transatlantic (TAFTA). Alors que ce traité vise le démantèlement des droits de douane restants, entre autres dans le secteur agricole, et plus grave encore, la suppression des « barrières non tarifaires » qui amplifierait la concurrence débridée et empêcherait la relocalisation des activités.

Le Mouvement Républicain de Salut Public, avec l'Association pour une Constituante, créée suite au référendum de 2005 et au coup d'Etat qui l'a suivi, milite pour la démocratie, et le droit des nations et de leur peuples à disposer d'eux-mêmes, dont le nôtre. L'élection d'une Assemblée Constituante en France est le moyen de la réappropriation de la souveraineté politique par les citoyens. Nous combattons ensemble le TAFTA qui est un instrument de guerre contre les droits fondamentaux des citoyens.

Ensemble disons NON à ce traité !!!